

Le premier tour nous enferme dans une situation désastreuse, coincés entre fascisation et fascisme. Pour autant, dans ces conditions détestables que nous n'avons pas choisies, nous sommes condamnés à prendre une décision parce qu'il sortira bien de cette élection un·e président·e : Macron ou Le Pen. L'abstention ou le vote blanc sont évidemment des options possibles, mais si une large part des électeurs·rices de gauche s'abstenaient ou votaient blanc, Marine Le Pen aurait de bonnes chances de l'emporter.

Il est donc important de savoir ce qu'il en est du danger que représente le FN/RN. Or, l'une des difficultés en la matière c'est l'incertitude qui entoure une éventuelle présidence Le Pen, alors qu'à l'inverse chacun·e sait par expérience ce que sera une présidence Macron : destruction sociale, répression des mobilisations, inaction climatique, stigmatisation des musulman·es, traitement ignoble des migrant·es, etc. En somme tout ce qui a été au cœur de son quinquennat - mais qui a commencé il y a plusieurs décennies.

Le Pen présidente, nous ne savons pas précisément comment les choses tourneront. Nous savons qu'elle s'en prendra en particulier aux migrant·es, aux étrangers·ères et aux minorités, mais nous ne savons pas à quel rythme et avec quelle intensité. Nous savons qu'elle cherchera à briser les oppositions mais nous ne savons pas pour quelle stratégie elle optera (guerre-éclair contre toute forme de contestation ou tentatives d'isoler la gauche sociale et politique de la majorité de la population), ni d'ailleurs quelles résistances lui seront opposées dans différents secteurs de la société, etc.

Il faut avoir cela en tête pour ne pas se trouver désorienté si jamais Le Pen était élue : un pouvoir d'extrême droite ne signifiera pas exactement la même chose aujourd'hui que dans l'entre-deux-guerres. Les conditions sociales, économiques, politiques et culturelles ont changé ; les dirigeant·es du FN/RN en sont parfaitement conscient·es, et ils savent qu'il leur faut adapter leurs stratégies, leurs discours, leurs manières d'exercer le pouvoir, etc.

Cela n'enlève rien au danger, car le projet de ce parti est bien celui d'une renaissance nationale par purification du corps social, ce qui suppose nécessairement de s'en prendre à celles et ceux qui empêcheraient la nation de demeurer elle-même et de retrouver sa « gloire » passée, en premier lieu les minorités (ethno-raciales, religieuses, de genre et sexuelles), mais aussi d'écraser politiquement (voire physiquement) toute forme d'opposition - syndicale, politique, associative, journalistique, artistique, etc.

Au vu des cinq dernières années, il y a mille raisons d'éprouver du dégoût et de la rage à l'idée de devoir utiliser un bulletin Macron pour écarter le danger Le Pen, au moins provisoirement, pour gagner du temps afin de renforcer l'antifascisme et construire une alternative politique. Mais la sous-estimation - ou pire encore la négation - du danger Le Pen ne sera jamais une bonne raison : celle-ci, son parti et l'extrême droite en général continuent de représenter un ennemi mortel pour les mouvements d'émancipation, pour tou·tes celles et ceux qui aspirent à l'égalité, à la justice sociale et à une démocratie réelle.

« Le Pen ne peut pas gagner »

La première objection courante à l'idée d'un danger spécifique consiste à prétendre que Marine Le Pen n'aurait aucune chance de l'emporter. Il est vrai qu'au vu des sondages, ce n'est pas le plus probable ; mais cela ne paraît plus aujourd'hui impossible.

Ces sondages peuvent tout à fait manquer des tendances politiques importantes à l'œuvre

dans une partie de la population, d'autant plus dans un scrutin qui comporte autant d'inconnus : quelle part de l'électorat de gauche mais aussi de droite voteront pour Macron, ou pour Le Pen, ou s'abstiendront ; nul ne peut le savoir précisément. Est-ce qu'une part de l'électorat qui s'est abstenu lors du 1^{er} tour pourrait significativement aller voter Le Pen pour dégager Macron ? Là encore, personne ne peut le dire.

En tout cas les chiffres sont clairs : la progression électorale de l'extrême droite a été énorme au cours des dix dernières années, ce qui signale un succès réel de la stratégie de respectabilisation mise en œuvre par Marine Le Pen. En 2002, Jean-Marie Le Pen avait obtenu environ 18% en 2nd tour de l'élection présidentielle (soit à peu près 1 point de plus que son score du 1^{er} tour). En 2017, Marine Le Pen a obtenu environ 34% au 2nd tour, près du double donc du score de son père quinze ans auparavant. Cette année, alors même qu'on la disait carbonisée après son débat raté de l'entre-deux-tours en 2017 et suite aux résultats décevants lors des dernières régionales, son score est estimé entre 43 et 49% et il pourrait encore évoluer, notamment en fonction du débat entre les deux candidats encore en lice.

Elle pourrait rater la marche cette année, si les électeurs·rices de gauche se mobilisent à nouveau significativement pour l'écarter, mais qu'en sera-t-il lors de la période à venir si rien n'évolue par ailleurs, en particulier si n'émerge pas une alternative politique puissante capable de s'appuyer sur des mobilisations et, espérons-le, des victoires sociales ?

« Le Pen n'est pas fasciste »

Courante, cette objection peut même se moduler en l'affirmation absurde, entendue plusieurs fois dans les médias dominants ces dernières années (dans la bouche récemment de Michel Onfray, Marcel Gauchet, etc.) : Marine Le Pen ne serait pas (ou plus) d'extrême droite. Absurde parce que toute l'histoire du FN/RN depuis sa fondation en 1972, toute la trajectoire militante de Marine Le Pen (depuis son adhésion au FN à l'âge de 18 ans en 1986), toutes ses alliances au niveau international, tout son programme, toutes ses références politiques principales, sont celles de l'extrême droite. Sans parler de toute la constellation de négationnistes, de nostalgiques du 3^e Reich, de « philonazis » ou d'identitaires obsédés de « grand remplacement » qui [continuent à être présents au sein du FN/RN](#).

La question du fascisme se pose un peu différemment parce que la caractérisation de fasciste est plus exigeante et parce que l'étiquette est si lourde à porter que la quasi-totalité des partis d'extrême droite la refusent pour des motifs tactiques évidents. Impossible d'obtenir une audience de masse en se revendiquant du courant politique sans doute le plus honni du 20^e siècle (sans même parler de sa variété allemande, le nazisme, absolument indicible aujourd'hui sauf pour des groupuscules condamnés *ipso facto* à la marginalité).

Pour beaucoup, le simple fait que le FN/RN refuse le qualificatif d'extrême droite et *a fortiori* de fasciste suffirait à montrer que ses dirigeants se sont éloignés de la matrice originelle ; du moins pour celles et ceux qui savent que cette matrice fut effectivement néofasciste lors de la fondation du parti en 1972, et en réalité cela n'est guère connu à une échelle large. D'autres considèrent que ses inflexions programmatiques feraient du FN/RN un simple parti de la droite conservatrice. Sauf que l'on précise rarement l'étendue de ces inflexions - en

réalité très limitées si l'on s'en tient aux mesures phares qui distinguent le plus nettement le FN/RN – et on se demande encore moins si elles signifient l'abandon de leur projet politique.

Comment définir ce projet dans son cœur, c'est-à-dire au-delà de ce qui a pu varier – voire ne cesse de varier – dans l'histoire du FN/RN (sur les questions économiques, sociales, internationales, etc.) ? Il peut s'énoncer facilement : combattre le « délitement » de la France en privant les « étrangers » de droits, au sens ethno-racial que prend le terme « étrangers » dans la logique de l'extrême droite, à savoir non pas seulement celles et ceux qui sont juridiquement étrangers (même si ces derniers-ères seront à l'évidence les premières cibles, notamment les étrangers-ères non-européen·nes), mais tout ce qui serait fondamentalement étranger et hostile à la France – en particulier les musulman·es, dont la plupart sont pourtant Français·es.

Il faut en outre prendre au sérieux l'idée que la permanence d'un tel projet a exigé des abandons partiels (de propositions, d'un vocabulaire, etc.) et des renouvellements (langagiers et politiques), outre les modifications cosmétiques bien connues : le « Rassemblement national » plutôt que le « Front national », la « priorité nationale » plutôt que la « préférence nationale », « Les Français d'abord » plutôt que « La France aux Français », etc. Cela est vrai en France, comme dans d'autres pays et pour d'autres forces (FPÖ en Autriche, Fratelli d'Italia en Italie, Vlams Belang en Belgique, etc.).

Par exemple, Marine Le Pen a parfaitement compris – il ne fallait pas être une observatrice très fine de la vie politique il est vrai... – que la complaisance vis-à-vis de l'antisémitisme et du négationnisme est une ligne rouge depuis la Seconde Guerre mondiale et que les discours de son père pouvaient lui donner une aura de contestataire (du « système », du « politiquement correct », etc.) mais constituaient à long terme un lourd handicap électoral. À l'inverse, elle n'a jamais refusé d'employer les formules les plus violemment islamophobes (par exemple en considérant que le foulard serait le marqueur d'une « idéologie totalitaire ») ou xénophobes (« *Combien de Mohamed Merah dans les bateaux, les avions, qui chaque jour arrivent en France remplis d'immigrés ? [...] Combien de Mohamed Merah parmi les enfants de ces immigrés non assimilés ?* » disait-elle en meeting en 2012).

Elle avance en outre des propositions qui, pour certaines, vont plus loin que le régime de Vichy (abroger la naturalisation par le mariage et supprimer le droit du sol pour les enfants nés en France de parents étrangers eux-mêmes nés en France), et pour d'autres (l'interdiction du foulard dans l'espace public), seraient quasiment uniques au monde, notamment parce qu'une telle mesure entre en contradiction directe avec la Déclaration des Droits de l'homme de 1948 (article 18).

De même, les revendications les plus habituelles à l'extrême droite de remise en cause du droit à l'IVG ou du « mariage pour tous » ont été mises en retrait parce que jugées minorisantes. Est-ce à dire que le FN/RN au pouvoir ne serait pas hostile aux droits des femmes et des LGBTQI ? Absolument pas : tous leurs votes en tant qu'élu·es, notamment au niveau européen, prouvent le contraire.

« Le Pen ne pourra pas obtenir une majorité parlementaire »

Selon un autre argument couramment employé, Marine Le Pen serait incapable d'obtenir une majorité parlementaire. Il est vrai que c'est un scrutin qui n'a jamais beaucoup réussi au FN/RN. À l'évidence, une victoire pour eux n'aurait rien d'assuré : il se pourrait bien qu'à défaut d'un vaste mouvement de rue contre l'extrême droite, on assiste alors à une mobilisation de type électorale. Mais une défaite non plus n'est nullement garantie, pour plusieurs raisons.

Il y a d'abord la prime au vainqueur de l'élection présidentielle. Depuis l'instauration du quinquennat et l'inversion du calendrier électoral, aucun parti l'ayant emporté à la présidentielle n'a été vaincu lors du scrutin législatif. Pour au moins deux raisons sans doute : une victoire galvanise les partisan·es du vainqueur ; une défaite décourage les sympathisant·es des vaincu·es. En outre, l'élection de Marine Le Pen aurait pour effet prévisible de la légitimer auprès d'électeurs·rices qui se refusaient à elle et à son parti jusque-là mais qui trouveraient dans son élection un motif supplémentaire de considérer qu'il s'agit d'un parti respectable. Sans parler de l'onction « démocratique » que donne l'élection au suffrage universel, et qui demeure intimidante pour beaucoup, malgré l'augmentation de l'abstention.

Ensuite, on présume trop vite que Marine Le Pen demeurerait isolée. On oublie alors plusieurs éléments :

- même isolé, le FN/RN pourrait obtenir un grand nombre de député·es dans le cadre de triangulaires ;
- historiquement, des pans entiers de la droite conservatrice et libérale ont donné leur appui à des gouvernements d'extrême droite, notamment au moment de leur instauration et y compris en occupant des postes de ministres (en Italie, en Allemagne ou encore au Portugal dans l'entre-deux-guerres) ;
- la droite parlementaire est composée de professionnels de la politique dont un grand nombre n'hésiterait pas longtemps à faire alliance avec le FN/RN pour conserver leurs postes s'ils estiment que, sur leur circonscription, une investiture LR ou LREM (autre option) ne permettrait pas leur réélection ;
- ce phénomène serait encore accentué par l'énorme crise dans laquelle le score de Valérie Pécresse a plongé le parti qui, historiquement, représentait politiquement la bourgeoisie française (le RPR devenu UMP puis LR) ;
- l'extrémisation de la droite au cours des quinze dernières années, jusqu'à la reprise par Pécresse du vocable fasciste de « grand remplacement », a rendu idéologiquement acceptable l'alliance avec le FN/RN ;
- le FN/RN est moins isolé qu'il y a cinq ans puisqu'à l'extrême droite a émergé un parti qui sera dans la période à venir à la fois un concurrent (pour capter la radicalité xénophobe et raciste) et un allié potentiel (pour gouverner).

Les élections législatives vont avoir une importance particulière cette année, en particulier pour le pôle populaire qu'a incarné Jean-Luc Mélenchon lors de l'élection présidentielle. Mais tout miser sur ces élections, c'est sous-estimer les éléments ci-dessus et faire ainsi un

pari particulièrement risqué. Ajoutons en outre que l'absence d'une majorité parlementaire a déjà été prévue par le FN/RN, dès 2017, avec une stratégie claire et simple : [réformer la loi électorale par référendum](#) et dissoudre l'Assemblée nationale pour y obtenir, cette fois, une majorité, notamment via l'instauration d'une forte prime au vainqueur de l'élection.

« Le Pen sera mise en échec par les institutions »

Un autre argument revient fréquemment, en particulier dans ce qu'on peut appeler l'antifascisme républicain. Celui-ci prétend défendre les institutions contre les fascistes et assure que les institutions nous défendront contre les fascistes. Quelles sont ces institutions ? Qu'on prenne le problème par n'importe quel bout, il n'y a pas de quoi être rassuré.

S'il s'agit de la Constitution de la Cinquième République, celle-ci est parfaitement adéquate à un pouvoir d'extrême droite. Non seulement le pouvoir exécutif est doté en régime ordinaire de pouvoirs très importants, mais depuis novembre 2015 nous avons vécu une grande partie du temps en « état d'urgence » (au nom de la lutte contre la menace terroriste puis, à partir de la loi du 23 mars 2020, sous la forme de l'« état d'urgence sanitaire », contre la pandémie).

Qu'il y ait eu à prendre des mesures exceptionnelles, c'est l'évidence ; que cela se traduise sous la forme d'une dérive autoritaire, c'est ce qui est inacceptable. Aussi, depuis octobre 2017, une partie des dispositifs associés à l'état d'urgence – donc à une situation temporaire et exceptionnelle – sont passés dans le droit commun (perquisitions administratives, assignations à résidence, fermeture de lieux de culte, etc.).

En outre, deux articles de la Constitution permettent au Président de la République de s'affranchir davantage encore de toute forme de contrôle : l'« état de siège » (article 36) et les « pouvoirs exceptionnels » (article 16). Dans les deux cas, les formulations employées dans la Constitution laissent une grande marge de manœuvre au Président de la République, notamment dans l'appréciation du « péril imminent » ou de la « menace grave et immédiate », et lui donnent des pouvoirs démesurés.

Qu'on imagine alors une situation : un jeune tué par la police dans un quartier populaire. Le pouvoir politique soutient (évidemment) les policiers mis en cause. De nombreux quartiers s'embrasent, comme à l'automne 2005. Marine Le Pen en profite pour s'attribuer les « pouvoirs exceptionnels », pour envoyer l'armée assiéger militairement les quartiers en question et pour dissoudre toutes les organisations qui prennent le parti des insurgés, voire même celles qui se contentent de réclamer que toute la lumière soit faite sur les circonstances de la mort du jeune. Sidéré par cette initiative, l'opposition ne réagit pas, ou mollement. Marine Le Pen en profite pour pousser son avantage en organisant un référendum visant à lui donner les moyens d'une offensive durable contre les quartiers et contre la gauche et les mouvements sociaux.

Si par « institutions » on entend l'État, il est à la fois certain qu'il y aura des résistances dans certains secteurs de l'État mais que d'autres, en particulier les principaux appareils répressifs d'État (police et armée) seront assurément au diapason du nouveau pouvoir, notamment parce que Le Pen avance des propositions qui renforceraient leur pouvoir et leur impunité (présomption de légitime défense indiscutable), pour peu que le FN/RN soit suffisamment habile pour ne pas se mettre à dos une partie des cadres de ces appareils.

On savait la police gangrénée par l'extrême droite et ses « idées », à tel point qu'une enquête du CEVIPOF montrait il y a un an que 74% des policiers actifs avaient l'intention de voter pour le RN, mais on a pu mesurer dans la dernière période, à travers des lettres ouvertes largement signées, qu'une partie importante de l'armée était également acquise à l'idée d'une nécessaire « reprise en main » (euphémisme pour désigner une offensive autoritaire) permettant de faire face au « délitement » de la France, notamment à ces fameuses « hordes de banlieue » qu'évoquait l'une de ces lettres (signée par vingt généraux).

Quant à l'administration et aux autres institutions d'État, la plupart des expériences gouvernementales de l'extrême droite au 20^e siècle n'ont guère montré une désobéissance généralisée aux directives du pouvoir, y compris lorsque les minorités étaient attaquées explicitement (évidemment chacun·e pense ici au régime de Vichy et au traitement réservé aux Juifs·ves). Il y a bien sûr toujours eu des femmes et des hommes qui, dans ce type de situations, ont résisté courageusement et agi conformément à des principes de justice et d'égalité, mais ils et elles n'ont pas été la règle, plutôt l'exception.

« Le Pen ne pourra pas gouverner face à la rue »

Selon un argument différent, venant plutôt de la gauche radicale, on prétend que Le Pen ne pourra pas mettre en œuvre son projet parce que la résistance sociale sera trop importante. Dans une version plus optimiste encore, son élection serait l'étincelle tant attendue, le signal annonciateur d'un soulèvement plus ou moins irrésistible qui permettrait, enfin, de bousculer l'ordre social.

Là encore, il faut se garder des prédictions définitives. Il n'est pas absolument impossible qu'une large mobilisation émerge dans les zones de force de la gauche et du mouvement syndical, et/ou parmi les principales cibles de l'extrême droite. Mais on peut douter que cela se produise à froid et suite à ce qui serait une double défaite : ne pas avoir réussi à hisser la gauche de rupture au 2nd tour de l'élection présidentielle et ne pas avoir réussi à battre la force politique la plus réactionnaire et la plus raciste.

On peut le regretter, on devra appeler de manière volontariste à la révolte, mais le plus souvent les défaites ne produisent pas – en tout cas pas immédiatement – une volonté de se battre. Ce qui domine en général c'est un sentiment de sidération mais aussi d'abattement, de démoralisation, souvent à la mesure des espoirs suscités ; et l'on sait que beaucoup d'espoirs ont été placés dans la candidature de Jean-Luc Mélenchon, seul capable à gauche d'accéder au 2nd tour et de nous éviter le désastre d'un duel Macron/Le Pen.

À cela s'ajoute bien souvent la désorientation : on peut d'ailleurs considérer le vote Le Pen chez des électeurs·rices de Jean-Luc Mélenchon comme une forme extrême de désorientation, tant ce qu'a défendu ce dernier est à l'opposé des valeurs et des politiques qui sont celles de l'extrême droite, de Marine Le Pen. Bien sûr, il faudrait ajouter que cette désorientation est nourrie par cinq ans de brutalisation macroniste et favorisée par plusieurs décennies de banalisation des « idées » d'extrême droite dans les médias dominants mais aussi à travers les politiques menées par les gouvernements successifs (dans la période récente les lois dites « asile-immigration », « séparatisme », « sécurité globale », etc.).

Cela étant dit, si Le Pen était élue, l'essentiel se jouerait bien dans la capacité de

mobilisation de la gauche politique et des mouvements sociaux : mobilisation sociale évidemment (manifestations, grèves, blocages, etc.) mais aussi électorale (les élections législatives seront un test assez crucial de ce point de vue). L'arrivée de Le Pen au pouvoir ne signifierait pas en un claquement de doigts l'impossibilité de lutter, comme l'ont montré les victoires de Trump aux États-Unis ou de Bolsonaro au Brésil.

Il faudrait alors enrayer le processus de fascisation de l'État par nos luttes, sociales et politiques, mais dans des conditions assurément plus difficiles que sous Macron : ce dernier étant largement délégitimée, les mobilisations sociales des années à venir pourraient s'appuyer sur les mouvements du quinquennat précédent. À l'inverse, Marine Le Pen bénéficierait sans doute, dans une partie de la population au moins, d'une sorte de bénéfice du doute, et elle pourrait naviguer habilement : faire quelques concessions à certains secteurs des classes populaires pour mieux s'attaquer à d'autres ; engager des compromis avec certaines organisations (syndicales par exemple) pour s'en prendre plus aisément aux syndicats les plus combatifs.

Ne minimisons pas en outre à quel point, sous un pouvoir d'extrême droite par définition radicalement hostile aux minorités et aux mouvements d'émancipation (et à l'inverse entièrement favorable à la police), le sentiment d'impunité de celle-ci s'élèvera à des niveaux inédits : vis-à-vis des exilé·es, des musulman·es, des Rrom·es, des quartiers populaires et d'immigration, des manifestant·es, des grévistes, etc.

« Le Pen ne correspond pas aux intérêts du patronat »

Un argument, là encore présent au sein de la gauche radicale, consiste à affirmer que l'extrême droite ne pourrait gouverner parce que son programme ne correspondrait pas aux intérêts du patronat. Si jamais Marine Le Pen était élue, le capital ferait obstacle à la mise en œuvre d'une partie importante de son projet.

Il est vrai que le RN n'est pas l'option première du grand patronat, et la grande majorité des médias et des idéologues bourgeois ont fait campagne pour Macron. Ils auraient également pu soutenir Valérie Pécresse mais il s'est rapidement avéré que cette dernière n'avait aucune chance : Macron est donc apparu aisément comme le meilleur défenseur de l'ordre social, le seul capable d'aller jusqu'au bout du projet néolibéral de refonte des rapports sociaux dans le sens de la concurrence généralisée, de la privatisation, de la marchandisation, etc.

On peut pourtant objecter plusieurs choses à cet argument. Tout d'abord, le fascisme n'était pas non plus le premier choix de la classe dominante dans l'entre-deux-guerres ; ses leaders - Mussolini ou Hitler - ne faisaient pas partie du sérail, ils apparaissaient comme des personnages grotesques et imprévisibles. Cela n'a pas empêché une grande partie de la classe dominante, y compris certains de ses secteurs dominants, de se rallier au fascisme. D'autres secteurs ont pu lui être hostiles (soit initialement soit plus tardivement), mais pour l'essentiel ils s'y sont accommodés parce qu'ils y ont trouvé leur intérêt.

On trouve en effet un élément dans la politique fasciste ou néofasciste qui ne peut que susciter l'assentiment des bourgeoisies, à savoir l'écrasement brutal ou l'étouffement progressif des mouvements de contestation sociale, en particulier des syndicats, car celle-ci permettrait de revenir rapidement sur les principales conquêtes sociales de la classe travailleuse (protection sociale, services publics et droit du travail notamment), qui

restreignent le champ de l'accumulation du capital ou limitent l'exploitation.

Du point de vue capitaliste, il y a évidemment des risques à s'engager dans cette voie : une politique trop brutale vis-à-vis des mouvements sociaux pourrait provoquer l'émergence d'une mobilisation radicale de masse, et la classe dominante préfère en général s'épargner ce genre de risque, en choisissant d'anesthésier les syndicats par toute la politique dite de « concertation sociale », de « dialogue social », etc., ou en faisant quelques vagues concessions (très vagues dans la dernière période). Mais si la crise politique s'approfondit et si la classe dominante a le sentiment non seulement qu'une riposte de grande ampleur est improbable du côté des classes populaires mais aussi que le pouvoir est suffisamment solide, ils peuvent être prêts à soutenir une politique de confrontation violente avec les organisations syndicales et les mouvements sociaux.

De même, la politique de l'extrême droite ciblant les travailleurs·ses étrangers·ères pourrait gêner formellement certains secteurs du patronat, ceux qui en emploient une part conséquente (le BTP par exemple), y compris des travailleurs·ses sans-papiers. Mais ne doutons pas du fait que l'extrême droite parviendrait certainement à des compromis avec le patronat de la construction, sans parler du fait que la classe capitaliste dans son ensemble trouverait avantage à une politique qui aurait pour effet évident d'accentuer toutes les divisions déjà existantes au sein de la classe travailleuse.

Il faut remarquer par ailleurs que l'extrême droite bénéficie d'ores et déjà de soutiens dans les franges les plus réactionnaires de la classe dominante (qu'on pense à Bolloré). En outre, l'émergence politique de Zemmour a permis à l'extrême droite de s'implanter beaucoup plus largement dans des secteurs des classes dominantes qui soutenaient plutôt la droite conservatrice auparavant ; les votes pour Zemmour dans les beaux quartiers de l'Ouest parisien en témoignent, mais aussi la liste de ses soutiens et donateurs qu'avait publiée *Mediapart* il y a quelques mois.

Une variante de cet argument existe aussi sous la forme suivante : les capitalistes n'ont pas besoin du fascisme parce qu'il n'y a pas actuellement de menace révolutionnaire, de force sociale et politique capable de renverser le pouvoir bourgeois, etc., donc le fascisme ne peut vaincre. Dans cette vision, le fascisme ne serait qu'un instrument utilisé par la classe dominante en cas de besoin ; il serait privé de toute autonomie (même relative) et sa seule logique serait la défense des intérêts de classe bourgeois.

C'est manquer le fait que les fascistes, s'ils ne remettent jamais en cause l'ordre socio-économique une fois au pouvoir (malgré des discours aux tonalités anticapitalistes lorsqu'ils cherchent à séduire les classes populaires), ne sont pas une pure machination inventée par la bourgeoisie ; ils constituent une force politique qui s'appuient sur d'autres fractions de classe, en particulier les couches moyennes (qui lui fournissent ses cadres), et qui développent un projet politique distinct de celui des bourgeoisies, au moins le temps de la conquête du pouvoir, lui permettant de gagner l'adhésion d'une diversité de couches sociales, y compris populaires et ouvrières.

C'est oublier aussi que, historiquement, les fascistes ne sont généralement pas parvenus au pouvoir en situation pré-révolutionnaire ou révolutionnaire, pour réprimer un soulèvement généralisé, mais plutôt dans des situations d'instabilité politique dans lesquelles le mouvement ouvrier et la gauche se trouvaient dans une phase d'affaiblissement, de désorientation et de division ; même s'il est vrai qu'en tant que phénomène historique le fascisme a été une des formes prises par la contre-révolution, dans le contexte ouvert par la Révolution russe.

On pourrait également évoquer le fait que les néofascistes sont passés maîtres dans l'art d'inventer des menaces imaginaires, aidés en cela par des officines et des idéologues beaucoup plus *mainstream* : outre le « complot grand-remplaciste », la « colonisation à l'envers », l' « infiltration islamo-gauchiste » ou la « tyrannie des minorités », on a vu les extrêmes droites et autres droites radicales faire d'Obama un « socialiste » aspirant à transformer radicalement les États-Unis, prétendre que les nations seraient écrasées sous le joug du « marxisme culturel », affirmer que les sociétés occidentales seraient en voie de « féminisation » et de « dévirilisation », ou encore que nous vivrions « en régime communautariste et racaliste anti-blanc, autrement dit un apartheid inversé » (Michel Onfray). Tout cela visant à légitimer en réalité une politique d'affirmation blanche, nationaliste et masculiniste, une contre-révolution coloniale, raciale et patriarcale.

Autant dire que l'extrême droite n'a pas besoin de menace révolutionnaire réelle pour s'ériger en rempart de l'ordre social contre des conspirations imaginaires, des révolutions fantasmées et des dominations inventées de toutes pièces.

« Le Pen se normaliserait une fois au pouvoir »

Il est encore une autre manière de sous-estimer le danger : prétendre qu'en arrivant au pouvoir, l'extrême droite se normaliserait et mènerait une politique plus ou moins identique aux gouvernements qui se sont succédés au pouvoir depuis des décennies.

Ce n'est pas à exclure. Il n'est pas absolument impossible qu'en faisant alliance avec des secteurs de la droite, en accédant aux sommets de l'État, les tendances à la notabilisation du FN/RN s'accroissent et que ses dirigeants oublient en cours de route leur projet fondamental et leurs propositions les plus notoires d'extrême droite (« priorité nationale », interdiction du foulard, etc.), pour mieux se maintenir au pouvoir en apparaissant comme des gestionnaires sérieux et responsables du système.

Il s'agit pourtant d'une issue peu probable, pour au moins trois raisons.

Si les dirigeants du FN/RN n'aspiraient qu'à accéder au pouvoir, s'ils n'étaient que de purs opportunistes sans projet spécifique, cela fait longtemps qu'ils auraient pu bénéficier de bien davantage d'élu·es en se débarrassant de leurs propositions historiques et en cherchant systématiquement à faire alliance avec la droite. Ce n'est pas ce qui s'est passé au cours des dernières décennies : ils ont presque toujours maintenu une indépendance vis-à-vis de la droite traditionnelle et n'ont pas abandonné leur programme, ce qui a très fortement limité leur capacité à obtenir des élu·es. Avec toujours le même objectif : une conquête du pouvoir seuls ou en position dominante, jamais comme partenaire subalterne.

Un autre élément important, c'est que leur électorat – qu'ils ont su élargir et stabiliser au cours des années 2010 – ne leur pardonnerait certainement pas de ne pas aller plus loin, et même beaucoup plus loin, que ce qu'ont fait les gouvernements précédents, vis-à-vis notamment des immigré·es, des étrangers·ères, des minorités (musulman·es, rom·es, etc.), des quartiers populaires et d'immigration. Un parti qui vient d'être élu cherche généralement à stabiliser sa base électorale, et pour cela à la satisfaire dans ses aspirations fondamentales. Or, on sait la place que prennent la xénophobie et le racisme dans les motifs du vote pour le FN/RN.

Ajoutons encore un point : l'émergence sur la scène politique de Zemmour et la création de son organisation (Reconquête) signifie comme on l'a dit plus haut qu'il y aura pour le FN/RN un allié possible mais aussi un concurrent, tendu vers l'objectif de dérober à Le Pen son électorat. En cas de victoire de celle-ci, Zemmour et son parti feront assurément de la surenchère anti-immigré·es et islamophobe, lui reprochant sans cesse de ne pas aller suffisamment loin. Cela aura pour effet de faire apparaître le FN/RN comme plus modéré et « républicain », donc à le légitimer (et ses politiques avec), mais cela constituera aussi un aiguillon, une pression à aller effectivement toujours plus loin pour ne pas perdre le monopole de la radicalité nationaliste et raciste.

*

[Ugo Palheta](#) est sociologue, maître de conférences à l'université de Lille, membre du Cresppa-CSU et co-directeur de la revue *Contretemps*. Il est l'auteur de [nombreux articles pour Contretemps](#), de [La Possibilité du fascisme](#) (La Découverte, 2018), de [Face à la menace fasciste](#) (avec Ludivine Bantigny, éd. Textuel) et, tout récemment avec Omar Slaouti, de [Défaire le racisme, affronter le fascisme](#) (La Dispute, 2022).

*

Illustration : « Vaincu » (« Mahzoum »), 1963, Hamed Abdalla. Avec l'aimable autorisation de Samir Abdalla